



Arrêt

**n° 54 069 du 4 janvier 2011
dans l'affaire x / III**

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 30 septembre 2010, par x, qui déclare être de nationalité congolaise, tendant à l'annulation de « la décision mettant fin au droit de séjour sans ordre de quitter le territoire », prise le 10 août 2010.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 16 novembre 2010 convoquant les parties à l'audience du 14 décembre 2010.

Entendu, en son rapport, M.-L. YA MUTWALE MITONGA, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me L. KYABOBA KASOBWA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. PIRONT loco Mes D. MATRAY et S. MATRAY, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Le 22 novembre 2003, la partie requérante a contracté mariage à Kinshasa avec un ressortissant congolais, ayant entre-temps acquis la nationalité belge.

Elle déclare être arrivée en Belgique avec sa famille le 8 juillet 2007.

Le 23 mars 2009, elle a introduit une demande d'établissement en sa qualité de conjoint de belge.

Le 18 juin 2009, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire. Le Conseil de céans a confirmé cette décision mais a annulé l'ordre de quitter le territoire précité par un arrêt n° 33548 du 30 octobre 2009.

En date du 24 juillet 2009, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9bis de la Loi.

En date du 16 février 2010, elle a introduit une nouvelle demande de séjour en tant que conjoint de belge, suite à laquelle elle est mise en possession d'un titre de séjour le 6 août 2010.

En date du 10 août 2010, la partie défenderesse a pris à son égard une décision mettant fin au droit de séjour sans ordre de quitter le territoire (annexe 21), lui notifiée le 9 septembre 2010.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

Le 16/02/2010, la personne concernée a introduit une demande de séjour en tant que conjoint de [X] alors que

- Elle avait déjà introduit une demande de même type le 23/03/2009, demande qui avait été refusée par l'Office des Etrangers pour le motif que Monsieur [X] était toujours uni par les liens du mariage avec [Y]*
- La commune d'Etterbeek avait communiqué à Monsieur [X] le 26/10/2009 un courrier du Parquet lui faisant part de sa volonté de voir le mariage [X /Y] être dissous : le Procureur refuse de cautionner le jugement d'annulation produit ».*

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un premier moyen de l'erreur manifeste d'appréciation, du défaut de motivation adéquate en violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et de la contrariété au principe général de bonne administration qui exige de statuer en tenant compte de tous les éléments du dossier.

Elle reproche à la partie adverse d'avoir pris la décision querellée sans avoir procédé à un examen complet, attentif et sérieux des circonstances de la cause.

Elle allègue avoir informé « le délégué du Ministre de la Politique de migration et d'asile demeurant à 1040 Etterbeek » des démarches entreprises par elle pour rencontrer l'avis négatif émis par le Procureur du Roi concernant l'annulation du premier mariage de son époux.

Elle déclare que son époux s'est rendu à Kinshasa pour introduire, en parallèle avec son ex-femme, une nouvelle action en annulation de mariage, suite à laquelle un nouveau jugement a été rendu le 26 novembre 2009 par le Tribunal de paix de Kinshasa, dissolvant ce premier mariage avec effet rétroactif.

Elle affirme avoir transmis une copie de ce jugement à la commune d'Etterbeek par une lettre datée du 17 août 2010, laquelle est donc parfaitement au courant de la situation.

2.2. La partie requérante prend un second moyen de la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Elle invoque son séjour en Belgique depuis 2007 avec ses sept enfants belges et revendique la possession d'état de conjoint d'un belge, cette dernière n'étant d'ailleurs pas contredite par les autorités belges comme en témoigne le certificat de composition de ménage établi par la commune d'Etterbeek le 27 juillet 2010, qu'elle joint à sa requête.

Elle estime que l'exécution de la décision entreprise constituerait nécessairement une ingérence au droit au respect à une vie privée et familiale dans son chef, contraire à l'article 8 de la Convention précitée, et elle rappelle des considérations jurisprudentielles relatives à cette disposition.

2.3. Dans son mémoire en réplique, la partie requérante renvoie intégralement aux arguments développés dans son recours introductif d'instance.

3. Discussion.

3.1. A titre liminaire, le Conseil relève que la partie requérante invoque le défaut de motivation adéquate en violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes

administratifs, mais reste en défaut d'expliquer en quoi les dispositions précitées auraient été violées par la décision attaquée.

Le Conseil entend rappeler que l'exposé d'un moyen de droit requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué. Partant, le Conseil estime que le moyen ainsi pris ne peut être considéré comme un moyen de droit, et est dès lors irrecevable, en vertu de l'article 39/69 §1er 4° de la Loi.

3.2. Sur le premier moyen, le Conseil constate que les démarches que la partie requérante allègue avoir entreprises pour rencontrer l'avis négatif émis par le Procureur du Roi concernant l'annulation du premier mariage de son époux et le nouveau jugement rendu par le Tribunal de paix de Kinshasa auquel elle fait référence, ne figurent pas au dossier administratif.

En ce que la partie requérante allègue avoir transmis le jugement susvisé à la commune d'Etterbeek par une lettre datée du 17 août 2010, à supposer que cette lettre ait été transmise par la commune à la partie défenderesse, *quod non* en l'espèce au vu du dossier administratif, force est de remarquer qu'elle a été produite par la partie requérante postérieurement à la prise de l'acte attaqué en date du 10 août 2010.

Le Conseil rappelle à ce sujet qu'il ne peut, dans le cadre de son contrôle de légalité, avoir égard qu'aux éléments portés à la connaissance de l'autorité avant que celle-ci ne prenne sa décision. La jurisprudence administrative constante considère en effet que les éléments qui n'avaient pas été portés par la partie requérante à la connaissance de l'autorité en temps utile, c'est à dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle de se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris.

Dans cette perspective, le Conseil estime, conformément à sa jurisprudence constante, qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération un élément dont celle-ci ignorait l'existence au moment où elle a pris la décision attaquée.

Partant, il convient de constater, au vu des éléments dont elle avait connaissance au moment où elle a statué, que la partie défenderesse a bien pris en compte lesdits éléments et qu'elle n'a pas, en prenant la décision querellée, commis d'erreur manifeste d'appréciation.

3.3. Sur le deuxième moyen en ce que la partie requérante y invoque la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Conseil rappelle que cette disposition, qui fixe le principe selon lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolue.

Ainsi, l'alinéa 2 de cet article autorise l'ingérence de l'autorité publique pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère.

Or, force est de constater qu'en l'espèce, la décision attaquée est prise en application de la Loi, dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national.

Au surplus, le Conseil observe qu'en l'espèce, la partie défenderesse a pris une décision mettant fin au droit de séjour sans ordre de quitter le territoire, de sorte qu'il ne perçoit pas en quoi ladite décision, n'enjoignant pas la partie défenderesse à quitter le territoire de la Belgique, porterait atteinte au droit de la requérante au respect de sa vie privée et familiale, celle-ci se bornant par ailleurs à développer des considérations théoriques relatives à l'article 8 précité et restant en défaut d'expliciter dans sa requête *in concreto* et *in specie* l'ingérence que la décision querellée constituerait dans sa vie privée et familiale.

Quant aux nombreux arrêts rendus par le Conseil d'Etat et par la Cour européenne des droits de l'homme visés par la partie requérante, force est de remarquer que celle-ci se limite à citer les arrêts en question sans précision aucune quant au contexte des affaires en cause et reste en défaut d'exposer en quoi cette jurisprudence serait applicable en l'espèce.

3.4. Par conséquent, les moyens ne sont pas fondés.

3.5. S'agissant des développements relatifs au préjudice grave difficilement réparable exposés en termes de requête, le Conseil relève qu'en vertu de l'article 39/82, §2, alinéa 1er, de la Loi, ceux-ci entrent dans le cadre d'une demande de suspension. Le présent recours postulant la seule annulation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu d'y avoir égard en l'espèce.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatre janvier deux mille onze par :

Mme M.-L. YA MUTWALE MITONGA, Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme J. MAHIELS, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

J. MAHIELS

M.-L. YA MUTWALE MITONGA